

## Section I: Identification and JP Status

### Conflict Prevention and social cohesion through Local Community Empowerment and Institutional Capacity Building

#### Semester: 2-12

Country	Haiti
Thematic Window	Conflict Prevention and Peacebuilding
MDGF Atlas Project	MDGF-1977-F-HTI # 73337
Program title	Conflict Prevention and social cohesion through Local Community Empowerment and Institutional Capacity Building

Report Number	
Reporting Period	2-12
Programme Duration	
Official Starting Date	

Participating UN Organizations	<ul style="list-style-type: none"> <li>* IOM</li> <li>* UNDP</li> <li>* UNESCO</li> <li>* UNFPA</li> <li>* UN Women</li> </ul>
--------------------------------	--

Implementing Partners

#### Budget Summary

##### Total Approved Budget

UNDP	\$3,054,850.00
IOM	\$2,326,240.00
UNFPA	\$711,550.00

UN Women	\$540,350.00
UNESCO	\$367,010.00
<b>Total</b>	<b>\$7,000,000.00</b>

**Total Amount of Transferred To Date**

UNDP	
IOM	
UNFPA	
UN Women	
UNESCO	
<b>Total</b>	<b>\$0.00</b>

**Total Budget Committed To Date**

UNDP	\$2,162,222.64
IOM	\$2,043,994.38
UNFPA	\$478,254.51
UN Women	\$361,771.47
UNESCO	\$301,944.82
<b>Total</b>	<b>\$5,348,187.82</b>

**Total Budget Disbursed To Date**

UNDP	\$1,886,197.19
IOM	\$1,944,713.87
UNFPA	\$478,273.96
UN Women	\$361,771.47
UNESCO	\$266,161.82
<b>Total</b>	<b>\$4,937,118.31</b>

**Donors**

As you can understand, one of the Goals of the MDG-F is to generate interest and attract funding from other donors. In order to be able to report on this goal in 2010, we would

require you to advise us if there has been any complementary financing provided for each programme as per following example:

Please use the same format as in the previous section (budget summary) to report figures (example 50,000.11) for fifty thousand US dollars and eleven cents

Type	Donor	Total	For 2010	For 2011	For 2012
------	-------	-------	----------	----------	----------

#### DEFINITIONS

1) PARALLEL FINANCING – refers to financing activities related to or complementary to the programme but whose funds are NOT channeled through UN agencies. Example: JAICA decides to finance 10 additional seminars to disseminate the objectives of the programme in additional communities.

2) COST SHARING – refers to financing that is channeled through one or more of the UN agencies executing a particular programme. Example: The Government of Italy gives UNESCO the equivalent of US \$ 200,000 to be spent on activities that expand the reach of planned activities and these funds are channeled through UNESCO.

3) COUNTERPART FUNDS - refers to funds provided by one or several government agencies (in kind or in cash) to expand the reach of the programme. These funds may or may not be channeled through a UN agency. Example: The Ministry of Water donates land to build a pilot 'village water treatment plant' The value of the contribution in kind or the amount of local currency contributed (if in cash) must be recalculated in US \$ and the resulting amount(s) is what is reported in the table above.

#### Beneficiaries

Beneficiary type	Targetted	Reached	Category of beneficiary	Type of service or goods delivered
femmes vulnérables	2,500	549	Citizens/Women	Conflict Resolution and Reconciliation
jeunes à risque/vulnérables	500	296	Youth/Female	Support to Income Generating Activities
jeunes à risque/vulnérables	30	70	Youth/Male	Support to Income Generating Activities
jeunes à risque/vulnérables	30	192	Youth/Female	Creation of Economic Opportunities
jeunes à risque/vulnérables	30	83	Youth/Male	Creation of Economic Opportunities
écoles fondamentales des villes cibles	120	140	Schools	Conflict Resolution and Reconciliation

## Section II: JP Progress

### 1 Narrative on progress, obstacles and contingency Measures

Please provide a brief overall assessment (1000 words) of the extent to which the joint programme components are progressing in relation to expected outcomes and outputs, as well as any measures taken for the sustainability of the joint programme during the reporting period. Please, provide examples if relevant. Try to describe facts avoiding interpretations or personal opinions

#### **Plases describe three main achievements that the joint programme has had in this reporting period (max 100 words)**

Les trois résultats principaux pour le second semestre 2012 sont les suivants :

1. Formation professionnelle et en employabilite, et placement de jeunes à risques et appui aux jeunes entrepreneurs : plus de 550 jeunes bénéficiaires.
2. Préparation des 5 plans locaux de prévention de la violence sur la base de la restitution de l'enquête de victimisation, et sélection de 12 projets communautaires dans 4 villes par un comité local présidé par la Municipalité répondant aux priorités établies dans les plans.
3. Renforcement de la prise en charge médicale et accompagnement des femmes victimes de violence dans les 5 villes.

#### **Progress in outcomes**

EFFET 1: des comite locaux de selection et de suivi sont consitues dans 4 des 5 villes du PCCS sous la presidence de la Municipalite. Le processus de validation des plans par les Mairies respectives est en cours. Un mecanisme de collaboration avec 3 chambres de commerce et d'industrie est etabli. Il vise a placer des jeunes dans leur domaine de competences afin de leur offrir une experience professionnelle et favoriser leur acces au marche du travail. La prise en charge medicale des victimes de violence sexuelle est amelieoree via la formation du personnel de sante et la provision d'intrants.

EFFET 2: l'observatoire national de la violence et de la criminalite a produit ses premieres donnees officielles et a entame la formalisation de son partenariat avec la Police Nationale d'Haiti. Un diagnostic institutionnel sera initie en 2013 afin de restructurer ce dernier et favoriser son institutionnalisation au sein de l'universite d'Etat d'Haiti. La faiblesse actuelle de l'Observatoire ne lui permet pas encore de restituer ses analyses et faire des recommandations qui viendraient alimenter des politiques publiques pertinentes.

#### **Progress in outputs**

JP Output 1:

Output 1.1: 5 plans de prevention de la violence sont etablis dans chacune des villes du programme conjoint. La phase de validation finale des priorites est en cours. Le diagnostic sert de base a la selection de projets communautaires visant a reduire la violence et renforcer la cohesion sociale dans chacune des villes.

Output 1.2: plus de 160 jeunes dont 109 femmes issus des quartiers vulnerables des villes cibles du PC sont places dans organismes des secteurs publics et prives pendant 3 mois via 3 chambres de commerce et d'industrie (100 jeunes) ou directement (60 jeunes). 85 de ces jeunes sont formes en employabilite. les domaines de placement sont varies: coupe- couture, secretariat, gestion de stock, peche, art menager. deux projets de places publiques sont egalement en cours de realisation. 289 personnes dont 257 femmes ont recu une formation en entreprenariat.

JP Output 2:

Output 2.1: 400 jeunes ont été sensibilisés à la gestion de conflits via le sport et 103 ont reçu des formations en peinture. De nombreux jeunes ont également participé à des discussions sur les problèmes de violence dans leurs villes respectives. Certains de ces jeunes ont d'ailleurs participé aux ateliers de préparation des plans de prévention de la violence afin que la 'voix des jeunes' puisse être représentée.

Output 2.2: 160 personnes de 6 centres de santé ont été formées sur la prise en charge des victimes de VBG et les centres d'écoute continuent de fournir de l'accompagnement aux femmes victimes de violence. Un centre bénéficiera d'un appui pour développer une activité génératrice de revenus. 466 femmes sont accompagnées par les centres d'écoute et 83 femmes victimes de violence sexuelle accompagnées par les hôpitaux, dispensaires et centres de santé

Output 2.3: 21 journalistes formés sur la gestion des appels à témoins (tribune live) pour animer des émissions sur la violence. Le réseau des communicateurs contre la violence continue de se renforcer.

Jp Output 3:

Output 3.1: les enquêtes de victimisation sont restituées dans les villes. Des analyses complémentaires sont menées afin de réviser et compléter les résultats de l'enquête (faiblesse de la qualité des rapports fournis par le CIPC). Une enquête sur les violences conjugales est menée (résultats à paraître en 2013) et un bulletin sur les violences faites aux femmes est publié pour le 25 novembre 2012. Un manuel de gestion des conflits en milieu scolaire est produit par la commission nationale de collaboration avec l'UNESCO.

Output 3.2: aucun résultat n'a pu être atteint sur cet output. Une nouvelle stratégie visant à développer une étude sur les violences électorales et restituer les recommandations au niveau stratégique est en développement.

JP Output 4:

le PCCS a coordonné la documentation nécessaire pour l'extension jusqu'en juin 2013.

**Measures taken for the sustainability of the joint programme**

Concernant l'Observatoire national de la violence et de la criminalité: suite aux difficultés rencontrées pour la production régulière de données et la publication des résultats des deux enquêtes de victimisation, le PCCS a coordonné une mission de diagnostic afin d'identifier les faiblesses de l'Observatoire et revoir sa stratégie et partenariats. Sur la base des conclusions de l'expert, une consultante internationale a été recrutée afin de: 1) renforcer les capacités internes de l'observatoire, 2) appuyer la production de données et analyses régulières, 3) formaliser les partenariats existants avec les institutions nationales telles que l'IHSI et la Police. En 2012, un bulletin a pu être produit, des rencontres avec la police ont été organisées afin de définir les contours d'un partenariat avec la Police et les bases de données des enquêtes ont été revues et corrigées. Par ailleurs, un diagnostic institutionnel interinstitutionnel a été accordé entre le PNUD et l'UEH. L'intégration de partenariats additionnels tels que le MCFDF et l'IHSI se fera également progressivement.

Concernant les centres d'écoute, et au vu de la complexité et délicatesse d'intégrer des activités génératrices de revenus sans que celles-ci viennent affaiblir l'accompagnement par les centres des femmes victimes de violence, une approche par étape a été discutée lors du second semestre 2012. Un centre d'écoute sera initialement appuyé dans cette démarche.

Concernant le volet de creation d'opportunités économiques: le partenariat avec les CCI sera revu en debut d'année 2013 afin de tirer les leçons apprises et envisager de nouvelles étapes de collaboration pour le placement de jeunes. La base de données permettant de faire le lien entre les offres d'emploi et de stage et les compétences des jeunes enregistrés est finalisée et sera installée au début 2013. Cette base de données est gratuite et compatible avec la base de données préparée en partenariat avec le Ministère du Commerce sur l'enregistrement des entreprises. Pour les jeunes qui ont été placés directement, des accords avec les entreprises sur plus long terme sont en cours de négociation.

Concernant les produits de connaissance et de formation, il est important de mentionner que le kit de gestion de conflit en milieu scolaire est un produit de la commission nationale de collaboration avec l'UNESCO, que le guide en entrepreneuriat féminin est un produit du MJSAC, que la formation en employabilité a été définie par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Artibonite et sera revu par le PNUD afin d'en faire un guide de formation des institutions intéressées.

#### **Are there difficulties in the implementation?**

UN agency Coordination  
Coordination with Government  
Administrative / Financial  
Joint Programme design

#### **What are the causes of these difficulties?**

External to the Joint Programme

#### **Briefly describe the current difficulties the Joint Programme is facing**

le programme conjoint a rencontré plusieurs défis au cours du deuxième semestre 2012, défis qui sont venus s'ajouter aux défis historiques du programme:

- l'incertitude sur la réception de la troisième tranche dans son intégralité et les délais pour la recevoir et pour mettre en œuvre le projet n'a pas permis une visibilité optimale sur les engagements à produire ou non durant cette période.
- le changement de points focaux au sein des agences partenaires a créé dans certains cas une certaine discontinuité dans la mise en œuvre des activités et dans la collaboration sur certaines activités données (au cours du dernier semestre 2012, 3 sur 5 agences partenaires ont changé de point focal)
- les charges de travail importantes au sein de l'Unité d'Exécution qui est également en charge de la mise en œuvre du plus gros pilier du programme conjoint (pilier PNUD) sont à noter pour le second semestre 2012.
- les problèmes de moyens opérationnels des agents de suivi et évaluation sur le terrain ont également eu pour conséquences de limiter leur capacité de suivi.
- l'éclatement géographique des villes du PC qui a toujours été un souci pour la bonne mise en œuvre: au cours du deuxième semestre 2012, ce phénomène est devenu encore plus complexe au vu des nombreuses restrictions de mouvement qui ont entravé plusieurs des missions de suivi ou de mise en œuvre ou engendré des coûts supplémentaires pour le projet.

Des difficultés pour concrétiser certains partenariats dans le cadre du programme sont à mentionner notamment pour la mise en œuvre d'activités de renforcement des

organisations de jeunes dans les villes cibles du programme conjoint.

**Briefly describe the current external difficulties that delay implementation**

plusieurs difficultés externes sont à mentionner pour le second semestre 2012:

Le changement de cartels au niveau de certaines municipalités (Les Cayes notamment) ont fragilisé les accords établis et engendrent quelques difficultés de suivi.

Le climat politique qui demeure complexe et volatile, et les manifestations populaires pour l'amélioration des conditions de vie qui se sont multipliées au cours des 6 derniers mois.

dans le cadre des projets de subvention communautaires qui viennent mettre en œuvre une partie des recommandations des plans locaux de prévention de la violence, la capacité de plusieurs des partenaires sélectionnés par les comités locaux s'avère faible.

**Explain the actions that are or will be taken to eliminate or mitigate the difficulties**

l'identification des partenaires pour les 6 derniers mois d'exécution du programme est essentielle et sera déterminée dans les premières semaines de 2013.

les agents de suivi et d'évaluation seront responsables de maintenir des contacts très réguliers avec les municipalités afin d'assurer le suivi des projets communautaires, la continuité des engagements des mairies, et l'appropriation des plans de prévention de la violence.

en ce qui concerne les projets communautaires, une organisation a été identifiée pour donner un appui en termes de gestion et accompagnement des organisations de base, ce qui leur offrira des capacités renforcées en même temps qu'elles mettront en œuvre les projets.

## 2 Inter-Agency Coordination and Delivering as One

**Is the joint programme still in line with the UNDAF?**

Yes true  
No false

**If not, does the joint programme fit the national strategies?**

Yes  
No

**What types of coordination mechanisms**

des réunions de coordination générale et bilatérales continuent d'être organisées au cours du second semestre 2012.

Au sein des agences partenaires, de nombreuses réunions entre unités ont également eu lieu afin d'assurer une bonne cohérence des objectifs et stratégies. Par exemple, le PCCS travaille une partie de son pilier de création d'opportunités économiques avec le projet emploi du PNUD afin que les interventions du PC soient alignées avec la stratégie

de plus long-terme de creation d'emplois du gouvernement appuyee par le SNU, l'appui au MCFDF est coordonne entre les agences, la section RVC de la MINUSTAH a participe dans la preparation des plans de prevention de la violence aux Gonaives ou elle est egalement active. Des discussions sur le suivi sont en cours.

Le PCCS a travaille avec le projet 16/6, un autre programme interagence, pour le championnat des jeunes femmes entrepreneurs.

Il est important de mentionner que le PCCS est le seul programme interagence finance par le Fonds OMD en Haiti.

**Please provide the values for each category of the indicator table below**

Indicators	Baseline	Current Value	Means of verification	Collection methods
Number of managerial practices (financial, procurement, etc) implemented jointly by the UN implementing agencies for MDG-F JPs	9	9	1 accord microcapital PNUD-UNFPA (URAMEL) 1 accord avec UEH (programme encouragement) 1 LoA PNUD OIM 4 panels d'evaluation (IDEJEN, URAMEL, Viva Rio, CCIPA) 2 activites sensibilisation (ONUFEMMES-PNUD)	copie des accords - remboursements aupres de l'Unite d'Execution
Number of joint analytical work (studies, diagnostic) undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs	3	3	diagnostic conjoint (fin 2011) diagnostic hopitaux (PNUD UNFPA)	comptes-rendus des rencontres et ateliers
Number of joint missions undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs	5	5	missions evaluation mi-parcours (UE, OIM, ONUFEMMES) mission recrutement VNU-centres d'ecoute UE ONUFEMMES (Ouanaminthe) mission Gonaives - CCIPA (PNUD OIM) mission restitution enquete IDEJEN Ouanaminthe (PNUD-ONUFEMMES)	rapports de mission

### 3 Development Effectiveness: Paris Declaration and Accra Agenda for Action

**Are Government and other national implementation partners involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?**

Not Involved	false
Slightly involved	false
Fairly involved	true
Fully involved	false

**In what kind of decisions and activities is the government involved?**

Management: service provision

**Who leads and/or chair the PMC?**

le CGP est preside par le PNUD, agence lead du PCCS.

**Number of meetings with PMC chair**

en 2012, le CGP s'est reuni 3 fois ( janvier, avril et septembre).

la première a permis de revoir les avancées du PC en 2011, les conclusions de l'évaluation à mi-parcours ainsi que le plan de travail 2012

la deuxième a permis de revoir l'ensemble de la stratégie de pérennisation du programme et valider la version finale de l'évaluation à mi-parcours du PC, les mesures de mitigation/adaptation proposées ainsi que les ajustements budgétaires soumis par les agences partenaires et le plan de plaidoyer.

la troisième a permis de presenter les avancées du premier semestre du programme à date et de solliciter l'extension du PC en 2013 vu les engagements pris auprès autorités locales et organisations partenaires.

**Is civil society involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?**

Not involved        false  
Slightly involved    true  
Fairly involved     false  
Fully involved       false

**In what kind of decisions and activities is the civil society involved?**

Management: service provision

**Are the citizens involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?**

Not involved        false  
Slightly involved    true  
Fairly involved     false  
Fully involved       false

**In what kind of decisions and activities are the citizens involved?**

**Where is the joint programme management unit seated?**

UN Agency

### **Current situation**

dans le cadre du PCCS, trois acteurs institutionnels principaux participent directement a la mise en oeuvre et aux orientations du PCCS: le Ministere de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique, le Ministere a la Codition Feminine et aux Droits des Femmes, et l'Universite d'Etat d'Haiti.

En partenariat avec le PCCS:

le MJSAC a developpe un module de formation pour les femmes entrepreneures et a accompagne une trentaine d'entre elles. le MJSAC est egalement le partenaire privilegie du SNU pour la mise en place d'activites visant les jeunes et leurs organisations. Malheureusement en 2012 peu d'activites en ce sens ont pu etre menees.

le MCFDF a monte des fora dans chacune des villes du programme conjoint. Ces fora ont touche les aspects tels que la violence basee sur le genre et la creation d'opportunités économiques pour les femmes. le MCFDF a egalement recu un appui pour mieux equiper leurs directions departementales.

la Commission Nationale de collaboration avec l'UNESCO a coordonne toutes les activites relatives a la preparation du kit de gestion des conflits en milieu scolaire.

l'UEH accueille l'observatoire national de la violence et de la criminalite  
Ces trois acteurs participent au Comite de Pilotage du PCCS

le secteur prive est un partenaire recent du PCCS: il est implique dans le placement des jeunes au sein des entreprises, via les chambres de commerce et d'industrie ou directement. Un travail de mise en relation entre l'offre et la demande sur le marche du travail local dans 3 villes est en cours d'experimentation. Une base de donnees open source a d'ailleurs ete creee a cet effet.

les citoyens ont ete impliques principalement dans des processus de consultation (evaluation des besoins des jeunes en matiere de formation-emploi, enquete de victimisation, ateliers de prevention de la violence, participation aux emissions de radio des radios communautaires, participation aux discussions sur la violence (jeunes).

## **4 Communication and Advocacy**

**Has the JP articulated an advocacy & communication strategy that helps advance its policy objectives and development outcomes?**

Yes false  
No true

**Please provide a brief explanation of the objectives, key elements and target audience of this strategy**

le plan de plaidoyer du PCCS a ete elabore en 2011 mais il n'a pas recu la resonance souhaitee malgre certains efforts pour essayer de lier les activites du programme aux contributions aux OMD.

Il identifie neanmoins les deux OMD sur lesquels le PCCS travaille plus particulierement (Objectifs 1 et 3) mais il n'a pas pu faire l'objet d'une mobilisation autour de ses lignes directrices.

**What concrete gains are the advocacy and communication efforts outlined in the JP and/or national strategy contributing towards achieving?**

Increased dialogue among citizens, civil society, local national government in relation to development policy and practice

Media outreach and advocacy

**What is the number and type of partnerships that have been established amongst different sectors of society to promote the achievement of the MDGs and related goals?**

Faith-based organizations

Social networks/coalitions

Local citizen groups

Private sector 3 accords avec des chambres de commerce et d'industrie

Academic institutions 1 UEH

Media groups and journalist 2 dont SAKS et le reseau des communicateurs

Other

**What outreach activities do the programme implement to ensure that local citizens have adequate access to information on the programme and opportunities to actively participate?**

Use of local communication mediums such radio, theatre groups, newspapers

## Section III: Millenium Development Goals

### Millenium Development Goals

Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
OUTCOME 1	7000	- nombre de travailleurs pendant au moins 15 jours qui reçoivent des indemnités	7349.0

Target 1.B: Achieve full and productive employment and decent work for all, including women and young people

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
OUTCOME 1	195	- Nombre de jeunes places en entreprise	160.0

### Additional Narrative Comments

**Please provide any relevant information and contributions of the programme to de MDGs, whether at national or local level**

La contribution du MDG-F à l'égalité des sexes passe plutôt par l'autonomisation économique des femmes et n'est pas directement liée à l'éducation mais plutôt à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'appui à l'entrepreneuriat des jeunes femmes et aux activités liées aux violences faites aux femmes.

concernant le volet d'autonomisation économique:

Il est important de noter que le programme contribue globalement à cet objectif de multiples façons (données cumulées) :

1. considération de l'aspect genre dans les projets à haute intensité de main-d'œuvre (au moins 30%) ainsi que dans les projets de placement (50%).
2. développement d'un programme adapté pour plus de jeunes femmes entrepreneures dans les villes cibles du programme conjoint. Le module développé avec le programme conjoint et ses partenaires est un module de formation du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique et sera donc replicable.
3. développement d'activités économiques pour les femmes vulnérables dans les centres d'écoute appuyés par le programme conjoint. Cette activité permettra de toucher des femmes vulnérables et victimes de violence. Les résultats des évaluations sont disponibles et un accord a été trouvé pour un centre d'écoute (pilote) au cours du second semestre 2012.
4. Concernant le renforcement de la prise en charge pluridisciplinaire et notamment de l'accompagnement des femmes victimes de violence sexuelle: au cours du second

semestre 2012, les activités de renforcement des capacités des centres de santé pour l'amélioration de la prise en charge médicale ont été menées. 160 personnes ont été formées au second semestre 2012.

**Please provide other comments you would like to communicate to the MDG-F Secretariat**

des coûts additionnels pour le programme conjoint liés aux frais de location de l'Unité d'Exécution ont été déterminés au second semestre 2012. Ces frais seront présentés pour validation lors du comité directeur du 17 janvier 2013.

Par ailleurs, la documentation additionnelle liée à la mise en œuvre des recommandations à mi-parcours du PC, la stratégie de pérennisation des acquis du programme conjoint, et les ajustements budgétaires et par activité seront soumis séparément.

## Section IV: General Thematic Indicators

### 1 National capacities to prevent, reduce, mitigate and cope with the impact of violent conflict strengthened

#### 1.1 Type/number of new mechanisms (supported by the joint programme) that respond to popular demands/dissatisfaction related to existing and/or potential sources of conflict (i.e. denial of rights, urban violence, discrimination, etc.)

##### Policies

No. National	0
No. Regional	0
No. Local	0

##### Laws

No. National	0
No. Regional	0
No. Local	0

##### Plans

National	0
Regional	0
Local	5

##### Forums/roundtables

National	0
Regional	0
Local	0

##### Working groups

National	0
Regional	0
Local	0

##### Dialog clubs

National	0
----------	---

Regional 0  
Local 0

**Cooperation agreements**

National 0  
Regional 0  
Local 0

**Other, Specify**

National 0  
Regional 0  
Local 5

*mise en place de 4 comites locaux de selection et de suivi de projets communautaires repondant aux priorites des plans locaux de reduction de la violence. ces comites sont presides par les municipalites et comptent parmi leur membre des representants du MJSAC, MCFDF, MPCE, MAST (selon les villes) et un representant de la societe civile. Un budget de fonctionnement est prevu a cet effet.*

**1.2 Please briefly provide some contextual information on the above mentioned mechanisms and the country/municipality where it will be implemented (base line, stage of development and approval, potential impact)**

afin de definir des plans locaux de reduction de la violence, le programme conjoint, de concert avec les municipalites des villes concernees, ont convoque des ateliers visant a 1) restituer les resultats de l'enquete de victimisation realisee dans chacune des villes cibles du programme conjoint, 2) definir conjointement les sources et manifestations de la violence dans les villes cibles du programme, 3) identifier des priorites afin de prevenir et reduire la violence en identifiant notamment les zones les plus vulnérables mais aussi les groupes cibles sur les court et moyen termes.

les plans sont finalises et seront soumis a la municipalite pour validation avant diffusion.

En parallele, les comites locaux ont ete montes pour identifier des projets communautaires repondant aux priorites de la ville. Chaque ville mis a part Saint-Marc, ont des comites fonctionnels. 3 projets dans chacune des villes ont ete identifiés. Chacun d'entre eux repond a l'un des trois piliers: 1) creation d'opportunités économiques, 2) sensibilisation / prevention, 3) dialogue communautaire. Ces memes comites se sont par la suite transformes en comite de suivi.

**1.3 Number of citizens benefiting from the above mentioned mechanisms to channel their concerns**

**Total No. Citizens**

Total n/a

% Ethnic groups n/a  
 Total Urban n/a  
 No. Urban Women n/a  
 No. Urban Men n/a  
 Total Rural n/a  
 No. Rural Women n/a  
 No. Rural Men n/a

**Youth under the age of 25 years**

Total n/a  
 Total Urban n/a  
 No. Urban Women n/a  
 No. Urban Men n/a  
 Total Rural n/a  
 No. Rural Women n/a  
 No. Rural Men n/a

**IDPs/Refugees**

Total No. n/a  
 Total Urban n/a  
 No. Urban Women n/a  
 No. Urban Men n/a  
 Total Rural n/a  
 No. Rural Women n/a  
 No. Rural Men n/a

**Other, Specify**

Total No. n/a  
 Total Urban n/a  
 No. Urban Women n/a  
 No. Urban men n/a  
 Total Rural n/a  
 No. Rural Women n/a  
 No. Rural Men n/a

*Les ateliers convoques par le Programme conjoint et les municipalites respectives des villes cibles ont permis sur une base de dialogue/concertation avec les differents participants(autorites locales,acteurs de la societe civile, etc) de mettre en evidence leurs preoccupations en ce qui concerne les phenomenes de violences et de criminalite. Ces ateliers ont permis aux participants de degager des besoins prioritaires auxquels leurs communautes/quartiers font face et de determiner les reponses a apporter.*

*Des comites locaux de suivi ont decoules de ces ateliers, ils sont constitues des autorites locales qui mettent en place leur strategie de suivi conjointement avec le Programme*

*conjoint afin d'arriver a des resultats qui prennent en compte les besoins identifiés lors des ateliers.*

#### **1.4 Number of local and/or community plans for violence prevention implemented**

##### **Total**

No. 1

##### **Youth**

No. 30 (VDH)

% of ethnic groups 0

##### **Women**

No. 0

% ethnic groups 0

##### **Ethnic groups**

No 0

##### **Other, Specify**

No. 0

% ethnic groups 0

#### **2 Capacity to prevent, reduce, mitigate and cope with the impact of violent conflict strengthened**

##### **2.1 Number of organizations and individuals with strengthened capacity in the following areas**

Violence  
Conflict resolution  
Create dialogue

##### **Religion Leaders**

No. 0

% ethnic groups 0

**Community Leaders**

No. 0  
% ethnic groups 0

**Citizens**

No. Women n/a  
No. Men n/a  
% ethnic groups n/a

**Judges**

No. n/a  
% ethnic groups n/a

**Policeman**

No. n/a  
% ethnic groups n/a

**Civil servants**

No. n/a  
% ethnic groups n/a

**Government representatives**

No. n/a  
% ethnic groups n/a

**Youth organizations**

No. n/a  
% ethnic groups n/a

**Community based organizations**

No. 6 : 5 centres d'ecoute et VDH  
% ethnic groups 0

**3 Impact of violent conflict reduced and/or mitigated**

### 3.1 Number and type of violent incidents reported in the area of intervention through formal and informal channels

Social incidents (e.g. riots)	n/a
Crime (Violent incidents)	n/a
Ethnic groups related	n/a
Other, specify	n/a

*Les ateliers de PRV ont permis d'appréhender par les différents secteurs de la vie publique particulièrement les acteurs institutionnels, la situation de la violence et la criminalité dans les villes :*

*- à Gonaïves il est question d'une baisse de la violence armée et surtout de la violence liée aux affrontements entre gangs armés. Aujourd'hui les formes de violence les plus courantes sont la violence physique qui prend souvent la forme de coups et blessures et la violence sexuelle qui s'exerce dans le cadre familial que civil et touche les femmes en couple, les marchandes, les domestiques, les élèves et les travailleuses de sexe. Selon les données disponibles et les témoignages des acteurs locaux il existe également d'autres formes de violence moins courantes mais préoccupantes à savoir : la violence conjugale, la violence entre les jeunes, la violence contre les marchandes, la violence sur les mineurs, la violence sur les restaveks, la violence à l'égard des prisonniers et la violence sur les élèves.*

*- Aujourd'hui aux Cayes la violence à main armée fait partie de la vie quotidienne et est organisée par des groupuscules et des individus armés. Selon les participants la violence physique se manifeste par des cas d'homicide en pleine journée souvent liés aux manifestations politiques ou aux affrontements entre bases ou groupes de bandits. Aux Cayes la violence sexuelle touche les mineurs et les femmes dans leurs relations conjugale ou civile. Des cas fréquents de viol sont enregistrés dans les familles lors des conflits entre opposants politiques liés à un règlement de compte. Cet atelier de concertation a permis de révéler également la violence économique qui se fait à l'égard des femmes (déresponsabilisation des pères) des commerçantes et entrepreneurs et la violence psychologique qui se manifeste par des menaces, injures et humiliation à l'égard de opposants politiques, les femmes dans leur relation conjugale et des enfants des rues et restaveks.*

*- A Ouanaminthe les violences liées au trafic illégal, aux traites et aux viols sont les plus courantes aujourd'hui. Ces types de violences se font le plus souvent sur les mineurs. De janvier à septembre 2012 l'organisation RAFAO a dénombré plus de 170 victimes de trafics, 25 victimes de la traite et 85 cas de violences sexuelles. D'autres formes de violences sont signalées par les participants à l'atelier à savoir la violence sur les marchandes, la violence conjugale, la prostitution infantile, la violence à l'égard des migrants sur la zone frontalière Haïti- Rep Dominicaine.*

*- Le trafic de la drogue et la détention illégale d'armes à feu sont les éléments déterminants dans la tournure que prend le phénomène criminel et la violence à Port-de-Paix aujourd'hui. La violence qui sévit dans la ville de Port-de-Paix prend deux formes particulières. D'une part on assiste à une violence de groupes mettant en scène des quartiers différents qu'on désignera par la violence intercommunautaire et d'autre part la violence interpersonnelle entre individus. D'autres formes de violences sont reportées à savoir la violence sexuelle, les cas de vols, la violence domestique.*

#### Comments

Pour le second trimestre, les organisations et individus qui ont bénéficié d'un renforcement des capacités dans les domaines de Prévention de la violence / des conflits,



Médiation, Résolution des conflits, Résolution et règlement des différends, Accords de coopération, Établissement de dialogues sont entre autres :

- les 1,403 jeunes ont été renforcés sur la gestion de conflits et la prévention de la violence par Volontariat pour le développement d'Haïti (VDH).

- les 288 enseignants de 140 établissements scolaires renforcés en prévention de la violence en milieu scolaire et qui ont élaboré ensemble un manuel de gestion de conflits en milieu scolaire.

Sur la base des projets communautaires découlant des priorités lors des ateliers des Plans PRV, VDH renforce actuellement les capacités de 30 jeunes qui sont bénéficiaires d'une formation sur un ou plusieurs produits locaux et sur la gestion d'activités génératrices de revenus.

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE  
MDG-F 1977-PC-PCCS: MONITORING AND EVALUATION FRAMEWORK**

2010-2011- décembre 2012

Résultats Attendus (Outcomes & outputs)	Indicateurs Initiaux Et nouveaux	Ligne de base (actualisée après le 12 janvier 2010)	Cible Prévue pour l'ensemble du PC	Atteinte des cibles au 31 décembre 2012	Moyens de vérification	Méthode de collecte (avec les dates et fréquence indicatives)	Responsabilités	Risques & Assumptions
<p><b>OUTCOME 1: les capacités et mécanismes locaux pour prévenir et réduire la violence sont renforcés</b></p> <p><i>OUTPUT CONJOINT 1: Des opportunités socioéconomiques pour des jeunes à risque et plans de réduction de la violence sont créés</i></p> <p>Output 1.1: les structures de gouvernance locales, incluant des représentants des communautés et des autorités locales sont établies et/ou renforcées et des plans de prévention participatifs sont élaborés</p>	<p><b>Indicateurs Output 1.1:</b></p> <p>a. nombre de communautés dans lesquelles des enquêtes et autres moyens de collecte d'information sur les sources et formes de la violence ont été réalisées</p> <p>b. nombre de décisions/documents validés conjointement par les structures locales pour un consensus sur les priorités de réduction de la violence</p> <p>c. nombre de plans de réduction de la violence produits</p>	<p>Les activités de prévention/réduction de la violence restent ponctuelles et ne sont souvent pas coordonnées au niveau local et implique peu les communautés dans la conception de celles-ci.</p> <p>La violence reste préoccupante dans les régions cibles pour les raisons structurelles suivantes : les fortes inégalités sociales, la violence culturelle (en particulier en ce qui concerne la violence basée sur le genre) et le faible état de droit restent des problèmes majeurs à aborder pour prévenir la violence de façon durable</p>	<p>a/b/c Des plans de réduction de la violence sont produits et validés conjointement avec les structures locales dans 5 régions cibles et dans au moins 3 camps de Port au Prince et servent de cadre de référence pour les activités de développement/prévention de la violence</p>	<p><b>a. 48</b> communautés dans lesquelles des enquêtes et autres moyens de collecte d'information sur les sources et formes de la violence ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- enquêtes de victimisation réalisées dans les villes et dans les camps</li> <li>- 169 acteurs essentiels travaillant dans la prévention et la réduction de la violence répertoriés, dont 41 à Port-au-Prince.</li> <li>-15 institutions sanitaires cibles ont été évaluées afin de mettre en place un système d'enregistrement, de prise en charge et de suivi des victimes de violence sexuelle.</li> </ul> <p><b>b. 4</b> décisions et documents validés par les structures locales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion par des municipalités d'un comité de suivi et d'évaluation de 12 projets communautaires.</li> </ul> <p><b>c. 5</b> drafts de plans de réduction de la violence (PRV) sont produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 municipalités sont engagées pour gérer les Plans de réduction de la violence</li> <li>- Des priorités sont dégagées des ateliers pour l'élaboration des Plans PRV</li> <li>-12 projets communautaires sont sélectionnés pour prendre en compte des priorités dégagées lors des ateliers de PRV</li> </ul>	<p>a. Compteur/rapports/documents d'analyse/feuille de présence</p> <p>Documents et rapports d'enquêtes et d'évaluation</p> <p>b. Minutes/documents valides par les structures locales</p> <p>c. les plans validés peuvent être consultés aux niveaux central/ local / et au sein de l'Unité d'Exécution du PC</p>	<p>a. focus group multi-sectoriels</p> <p>a. enquêtes de perception au sein des communautés</p> <p>a. études/analyses complémentaires produites</p> <p>b. envoi et archivage des copies desdits documents</p> <p>c. copie des plans de prévention de la violence</p>	<p>a/b/PNUD</p>	<p>R1 : retard dans la mise en œuvre des activités lors de la période électorale</p> <p>H1 : en intensifiant nos activités en dehors des moments forts du calendrier électoral, le programme rétablit le rythme d'exécution des activités</p> <p><b>EN BAISSÉ</b></p> <p>R2 : faible participation des gens dans les rassemblements de sensibilisation à cause de l'épidémie de cholera</p> <p>H2 : en organisant des événements de proximité (école, quartiers), le nombre de participants augmente</p> <p><b>EN BAISSÉ</b></p> <p>R3 : Difficulté dans la coordination du programme conjoint avec 5 agences dans</p>

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE**

<p>Output 1.2: des groupes à risque cibles bénéficient d'opportunités socio-économiques au travers de programmes à haute intensité de main-d'œuvre et de formation dans les secteurs productif porteurs</p>	<p>a. nombre de travailleurs jour (désagregés par sexe) qui reçoivent des indemnités</p> <p>b. amélioration de la qualité de l'environnement des communautés vulnérables au travers de la réhabilitation d'infrastructures locales</p> <p>d. nombre de partenariats définis avec les entreprises du secteur privé pour la formation de jeunes bénéficiant de renforcements de capacités pour leur entreprise</p> <p>c. nombre de jeunes (désagregés par sexe) formés dans les secteurs clés pour le marché de l'emploi</p>		<p>a. 7000 personnes (dont au moins 30% de femmes) sont employées pendant au moins deux semaines</p> <p>b. une trentaine de projets de réhabilitation sont menés à bien dans les communautés cibles</p> <p>c/d/e. au moins 80 jeunes (40 hommes/40 femmes) formés et placés dans des entreprises privées</p>	<p>a. <b>63,271</b> travailleurs jours ont reçu des indemnités, dont <b>21,204</b> femmes et <b>42,067</b> hommes.</p> <p>- 7,349 personnes pendant au moins deux semaines ont été embauchés</p> <p>b. <b>31</b> projets de réhabilitation ont été mis en œuvre.</p> <p>d. <b>3</b> partenariats définis avec les chambres de Commerce et d'industrie pour la formation de jeunes</p> <p>c. <b>671</b> jeunes au total sont bénéficiaires de formation et de placement dans les secteurs clés pour le marché de l'emploi :</p> <p><b>Formation professionnelle : 60 dont 50% F 50% H</b> 60 jeunes formés dans les secteurs plomberie, électricité, réfrigération.</p> <p><b>Placement de jeunes en entreprise : 160 dont 109 Femmes</b> 60 jeunes vulnérables non diplômés de 18-30 ans des deux sexes (50%H et 50% F)</p>	<p>a. feuilles de présence et de paie</p> <p>b visites de supervision et de suivi sur le terrain</p> <p>c. feuilles d'enregistrement et d'évaluation des jeunes dans les écoles/stages de formation</p> <p>d. des accords sont signés entre les</p>	<p>a. Tables consolidées des projets et bénéficiaires des projets à haute intensité de main-d'œuvre dans les 5 communautés cibles sont disponibles</p> <p>b. rapports de visite avec photos</p> <p>c. copies de ces feuilles d'enregistrement et d'évaluation des jeunes sont disponibles à l'Unité d'Exécution</p> <p>d. les originaux des accords signés sont disponibles au PNUD</p>	<p>OIM sur les activités HIMO et la formation professionnelle</p> <p>PNUD sur les activités liées au placement des jeunes dans les entreprises privées</p>	<p>cinq villes différentes.</p> <p>H3 : au travers de la mise en place de fiches conjointes d'activités mensuelles avec des points focaux par zone cibles, le programme renforce sa coordination</p> <p><b>EN BAISSÉ</b></p> <p>R4 : Les différents tourments liés à l'élection, le choléra et la tempe de l'année 2010 risquent de perturber le calendrier du programme conjoint et nous empêcher d'atteindre certains résultats avant la fin du projet.</p> <p>H4 : en demandent une extension d'une année supplémentaire d'exécution, le PC pourra mettre en œuvre l'ensemble des activités du cadre de résultats prévus.</p> <p>R5 : réticence du secteur privé à employer les jeunes vulnérables et peu</p>
---	--	--	--	---	---	---	--	--

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE**

	<p align="center"><i>Nombre de membres de communauté ayant reçu des formations Life-skill pour renforcer la cohésion sociale</i></p>			<p>100 jeunes placés dans leur domaine de compétence, dont 79 filles Gestion, secrétariat, comptabilité, santé animalière, art ménager, couture...</p> <p><b>Formation en employabilité : 85 dont 53 Femmes</b> 60 jeunes placés de la CCIPA 25 jeunes placés de la CCIBA</p> <p><b>Appui micro entreprise : 366 dont 296 Femmes</b> 60 jeunes sont formés en incitation à l'entreprenariat, parmi lesquelles 28 femmes</p> <p>77 jeunes ont reçu une formation en micro business et gestion des conflits. - 30 parmi ces jeunes sont en train d'être sélectionnés pour mettre en place des AGR (Activités Génératrice de revenus)</p> <p>208 femmes sont effectivement formées et un groupement de femmes entrepreneures est constitué.</p> <p>21 jeunes femmes entrepreneurs reçoivent une subvention de 20,000 gourdes de financement direct et un encadrement technique visant à faire croître leur business.</p> <p>20 familles vulnérables de Port-au-Prince vont recevoir une formation lifeskills et technique (on the job training)</p>	<p>Chambres de Commerce et le PNUD</p> <p>e.f.g. visites de suivi dans les entreprises (pour vérifier la mise au travail effective du jeune placé)</p>	<p>e. compte-rendu des visites de suivi dans les entreprises (archivage au sein de l'Unité d'Exécution)</p>		<p>expérimentés</p> <p>H5 : en mettant des mécanismes de subvention et/ou de stage, les entreprises seront plus coopérants</p>
--	--	--	--	--	--	---	--	--

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE**

<p><i>OUTPUT CONJOINT 2: L'accès aux services de base pour les femmes et les filles victimes de violence sexuelle est amélioré et les communautés sont mobilisées contre la violence</i></p> <p>Output 2.1 des initiatives incluant des campagnes de sensibilisation, l'organisation d'événements pour les jeunes, et des études sur les sources de la violence communautaire pour réduire la violence réelle et perçue et améliorer l'accès des communautés aux services sont mises en œuvre</p>	<p>Indicateurs Output 2.1 :</p> <p>a. Nombre de jeunes formés et sensibilisés par des activités de réduction de la violence</p> <p>b. Nombre de réunions de dialogues communautaires multisectoriels organisés au sein des quartiers cibles</p> <p>c. Nombre de jeunes et d'associations de jeunes mobilisés pour leur communauté</p>	<p>Les focus groups et le mapping orchestre par ONU FEMMES nous fournissent les éléments suivants concernant l'état de la violence dans les 5 zones cibles. Ces informations restent néanmoins relatives et incomplètes car l'enquête de perception n'a pas pu encore avoir lieu :</p> <p>Ouanaminthe, une perception d'augmentation de la violence a été recensée mais non vérifiée</p> <p>De la même façon, les conclusions du focus group organisé à Port-de-Paix et les Cayes montrent une perception d'augmentation des phénomènes de violence et de criminalité. Des critiques concernant des phénomènes de corruption qui entament la</p>	<p>20% de réduction de la perception de la violence et de l'insécurité par la population des communautés en deux ans</p>	<p>a. <b>2,017</b> jeunes formés et sensibilisés par des activités de réduction de la violence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 300 journalistes ont bénéficié d'une formation visant à renforcer les capacités des journalistes lors des élections présidentielles de 2010.</li> <li>- 900 jeunes sont invités à partager leurs expériences de la violence et mobilisés pour faire des recommandations sur les moyens de résolution des conflits avec VDH.</li> <li>- 164 jeunes artistes sont formés et sensibilisés par HTD.</li> <li>- 400 jeunes ont participé à une formation sur la gestion de conflits à travers le sport avec VDH.</li> <li>- 103 jeunes ont créé des œuvres artistiques avec VDH.</li> <li>- 150 leaders d'organisations de jeunes dans les 5 villes cibles du Programme ont été sensibilisés et formés en leadership contre la violence et en gestion de projet.</li> </ul> <p>b. <b>0</b> nombre de dialogues communautaires multisectoriels organisés au sein des quartiers cibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des projets communautaires sur le volet dialogues communautaires sont sélectionnés</li> </ul> <p>c. <b>148</b> jeunes adultes mobilisés pour leurs communautés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 27 leaders d'opinion membres d'organisations formés sur les violences conjugales</li> <li>- 100 agents municipaux formés en gestion de conflits par Viva Rio</li> <li>- 21 animateurs de radios sont formés sur</li> </ul>			<p>UNDP UNFPA UNESCO</p>
---	---	--	--	---	--	--	----------------------------------

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE**

	<p><i>b. nombre de projets communautaires mis en œuvres dans et autour des camps et dans les quartiers relocalisés</i></p> <p><i>c. Nombre de directions départementales du MJSAC appuyés</i></p> <p><i>d. Nombre d'associations de jeunes artistes et de Centre intégrés de jeunesse du MJSAC appuyés</i></p> <p><i>e. Nombre de réseaux communautaires de jeunes du MJSAC appuyés</i></p>	<p>confiance entre les communautés et les autorités locales</p> <p>Les capacités des acteurs de la police et de la justice comme garants de la sécurité et du droit en Haïti sont remises en question de façon régulière</p>		<p>la prévention de la violence et la paix</p> <p>- <b>29</b> groupes/associations de jeunes ont été sensibilisés sur le phénomène à travers l'art et le sport :</p> <p>- un réseau de jeunes artistes contre la violence et criminalité est créé</p> <p>- 2 projets communautaires sont mis en œuvre dans et autour les camps</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 projet de médiation de conflits par la formation des agents communaux et des leaders des camps (interrompu)</li> <li>• 1 projet d'offre d'opportunités économiques aux jeunes hommes et femmes par la formation en micro entreprise et par le financement des micros entreprises de jeunes entrepreneurs.</li> </ul> <p>- directions départementales du MJSAC pas encore appuyées</p> <p>- associations de jeunes artistes et de Centre intégrés de jeunesse du MJSAC pas encore appuyés</p> <p>- réseaux communautaires de jeunes du MJSAC pas encore appuyés</p>				
--	---	--	--	--	--	--	--	--

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE**

<p>Output 2.2: initiatives incluant la provision d'appui médical et psychologique aux survivants de violence sexuelle et renforcement des capacités des organisations de femmes ainsi que des activités de sensibilisation sur la violence de genre mises en œuvre</p>	<p>a. Nombre de personnel médical formé sur la prise en charge médicale des victimes de violence basée sur le genre</p> <p>b. nombre de formations pour les organisations de femmes qui fournissent les services multidisciplinaires pour les femmes et filles victimes de violence</p> <p>c. nombre de centres d'écoute actifs</p> <p>d. Nombre de femmes/filles victimes de violence basées sur le genre qui bénéficient de la prise en charge multidisciplinaire dans les régions cibles</p> <p>e. nombre de rencontres communautaires</p>	<p>Mapping des besoins des organisations de femmes :</p> <p>OUANAMINTHE : Organisations de femmes actives et formées en GBV service de prise en charge disponible et sensibilisations continues mais sans obtenir une baisse de la violence faite aux femmes (perception que le GBV est en augmentation dans la région) Besoin de renforcer les capacités de la justice et de la police et de continuer l'encadrement des organisations de femmes</p> <p>PORT DE PAIX : Peu d'organisations de femmes dans la zone Fourniture de services faible Besoin en formation pour les médecins, policiers, avocats et organisations qui font de l'accompagnement de femmes victimes</p>	<p>Renforcement des capacités des organisations de base dans la prévention de la violence faite aux femmes et dans la prise en charge multidisciplinaire de femmes et filles victimes de violence de genre dans les 5 villes cible</p>	<p>a. <b>203</b> personnels médicaux formés sur la prise en charge médicale des victimes de violence basée sur le genre. -73 personnels médicaux formés dans l'Artibonite par Zanmi Lasanté -130 personnels médicaux aux Cayes, Ouanaminthe et Port-de-Paix par CDS. -Des intrants ont été fournis aux hôpitaux et centres de santé : matériel de bureau, ordinateurs, 22 kits de médicaments contre IST et VIH, tests de grossesse. -19 archivistes formés pour collecter des données de violence sexuelle <b>Synergie :</b> -3 centres d'écoute ont reçu des kits de médicaments pour renforcer la prise en charge des IST et des cas de viols -41 représentantes des associations féminines formées sur la prise en charge</p> <p>b. <b>6</b> formations sont réalisées pour le renforcement du personnel des centres d'écoute</p> <p>c. <b>5</b> centres d'écoute actifs (Saint-Marc, Gonaïves, Port-de-Paix, Ouanaminthe et les Cayes)</p> <p>d. <b>1,553</b> femmes victimes de violence à date ont bénéficié de la prise en charge par les centres d'écoute dans les cas de violence basée sur le genre 83 Victimes de violence sexuelle (VS) accompagnées par les hôpitaux, centres de santé et dispensaires 466 VBG accompagnés par les centres d'écoute</p> <p>e. <b>80</b> rencontres communautaires ont été réalisées par les centres d'écoute</p>	<p>a. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation du personnel médical</p> <p>b. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation du personnel médical</p> <p>c. visites de supervision dans les centres</p> <p>d. les organisations remplissent et archivent des fiches par cas de violence basée sur le</p>	<p>a. rapports d'activités sur les formations soumis à l'Unité d'Exécution du PC</p> <p>b. rapports d'activités sur les formations soumis à l'Unité d'Exécution du PC</p> <p>c. rapports de terrain évaluant la qualité des services fournis par les centres d'écoute</p> <p>d. Rapports soumis par les organisations de femmes sur les cas répertoriés de femmes/filles victimes (vérification des fiches lors des visites de terrain)</p> <p>e. une copie des rapports des partenaires est envoyée pour</p>	<p>UNFPA pour les activités liées a la prise en charge médicale</p> <p>ONU FEMMES pour les activités liées a la prévention et a la prise en charge multidisciplinaire</p>	
--	---	---	--	--	--	---	---	--

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE**

	<p><i>Nombres de centres de santé renforcés en matériels médicaux.</i></p> <p><i>Nombre de bureaux départementaux du MCFDF équipés en matériels de bureaux et informatiques</i></p>	<p>GONAIVES : mouvement féministe assez fort, travail en réseau intéressant et fourniture de services de très bonne qualité aux femmes victimes de violence</p> <p>SAINT MARC : 4 organisations de femmes actives mais sans coordination particulière entre elles</p> <p>LES CAYES : mouvement féministe assez faible avec seulement deux organisations de femmes travaillant dans l'aide aux femmes victimes de violence</p>		<p><b>Spots et émissions transmettent des messages sur la violence basée sur le genre</b></p> <p><b>Par les centres d'écoute :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-9 Réalisation de spots</li> <li>- 10,000 BD sont produites pour sensibiliser contre la violence la population des villes lors de la journée du 8 mars 2012, 25,000 pour le 25 novembre.</li> <li>- 20 émissions de radio de 30 minutes et de 12 spots de promotion de la non-violence ont été produites</li> </ul> <p><b>Par Zanmi Lasanté et CDS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-3,500 dépliants livrés dans les structures sanitaires pour diffusion</li> <li>-6 douzaines de posters et banderoles publiés</li> <li>-20 DVD feuilleton contre la violence réalisés</li> <li>-3 spots audio diffusés</li> </ul> <p>- 7 hôpitaux et centres de santé renforcés en matériels médicaux dont 22 kits de médicaments contre IST et VIH, tests de grossesse pour femme non enceinte, femme enceinte et enfants)</p> <p>- Les bureaux départementaux du MCFDF sont équipés par un total de 47 équipements de bureaux et informatiques</p>	<p>genre</p> <p>e. rapports semestriels préparés par chaque partenaire sur les activités de prévention</p>	<p>archivage a l'Unité d'exécution du PC</p>		
--	---	---	--	---	--	--	--	--

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE**

<p>Output 2.3: sensibilisation et éducation pour prévenir la violence, incluant la violence faite aux femmes, et promotion de la cohésion sociale renforcée au travers d'émissions de radio nationales et communautaires</p>	<p>a. Nombre de jeunes hommes et de femmes qui entendent et participent dans des émissions de radios sur la paix et la prévention de la violence</p> <p>b. Nombre de radios communautaires impliquées</p>		<p>Les thèmes de prévention de la violence sont traités de façon régulière et appropriée par les medias</p> <p>50 inspecteurs pédagogiques et 230 directeurs d'écoles sont formés pour comprendre et gérer les manifestations de violence dans les écoles</p> <p>40 animateurs de radios sont formés sur la prévention de la violence et la paix</p>	<p>a. <b>526,366</b> personnes sont potentiellement sensibilisées sur la paix et la prévention de la violence au travers des radios communautaires appuyées par le programme conjoint :</p> <p>b. <b>12</b> radios communautaires sont impliquées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 21 animateurs de radios sont formés sur la prévention de la violence et la paix</li> <li>- 1 réseau de communicateurs contre la violence est opérationnel</li> <li>- SAKS renforce les capacités du réseau de communicateurs contre la violence</li> <li>- SAKS forme des journalistes en gestion des appels des victimes de violence en vue de permettre aux journalistes d'appuyer les centres d'écoute dans la prise en charge des victimes de VBG</li> <li>- SAKS appuie la réalisation d'une émission en employabilité dans le de permettre aux jeunes d'être informé sur les secteurs porteurs de l'économie (<i>en cours</i>)</li> <li>- SAKS appuie à la visibilité du Programme conjoint auprès de la population des villes</li> </ul>	<p>Rapports et publications sur les activités mises en œuvre au sein des communautés concernant les jeunes et les femmes</p> <p>Minutes des consultations avec les femmes et les jeunes des communautés</p>	<p>Préparation de questionnaires</p> <p>Enquêtes périodiques des bénéficiaires</p>	<p>UNESCO</p>	
--	---	--	--	--	---	--	---------------	--

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE**

<p>OUTCOME 2: les capacités et systèmes nationaux pour comprendre les causes et dynamiques des crises et de la violence et pour articuler des réponses pertinentes sont renforcées</p> <p><i>OUTPUT CONJOINT 3: La capacité nationale du gouvernement à trouver et apporter des réponses qui adressent les causes et les dynamiques de crise et de violence est améliorée</i></p> <p>Output 3.1: des analyses multidimensionnel les empiriques et qui identifient les aspects liés au genre sont développées</p>	<p>a. Nombre de diagnostics locaux sur la violence, et notamment la violence faite aux femmes, préparés et diffusés</p> <p>b. nombre d'analyses sur la violence en Haïti produites et diffusées</p>	<p>L'observatoire National de la Violence et de la Criminalité (ONVC) créé en août 2009 a été détruit après le tremblement de terre mais les données collectées depuis septembre 2009 ont été sauvegardées.</p> <p>L'UEH, qui abrite et pilote l'Observatoire, a perdu 9 de ses 11 édifices, ainsi que de nombreux étudiants et professeurs lors du séisme.</p> <p>Il existe peu de données fiables et harmonisées sur la violence et la criminalité en Haïti, ce qui rend l'analyse de données y relatives complexe et souvent partielle</p> <p>Il n'existe aucune donnée consolidée pour étudier les niveaux et formes de violence au sein des camps des zones affectées et</p>	<p>Des analyses empiriques et reconnues nationalement et internationale ment sur les phénomènes de violence en Haïti et des recommandations aux politiques publiques sur la violence, incluant la violence faite aux femmes sont produites</p>	<p>a. <b>1</b> diagnostic local sur la violence existe pour chaque ville grâce aux informations de l'enquête de victimisation. Mais non encore diffusé.</p> <p>b. <b>ONAVC :</b> 2 bulletins produits par l'Observatoire dont un publié à l'occasion du 25 novembre 2012 Plusieurs articles scientifiques sont produits. 1 guide méthodologique de recherche (études, enquête, etc.) en sciences sociales est finalisé (publication en 2013) 4 conférences sur la violence réalisées.</p> <p><b>UEH :</b> 30 étudiants sélectionnés et ont intégrés le projet d'encouragement à la recherche. 27 mémoires sur la violence sont déposés par les étudiants. 30 étudiants et 15 professeurs ont suivi la formation en méthodologie de la recherche.</p> <p><b>Etablissements scolaires :</b> 288 membres du corps professoral ont été mobilisés et participés à six ateliers en vue d'élaborer le manuel national de résolution des conflits en milieu scolaire. 60 personnes ont pris part à l'atelier d'harmonisation. 140 écoles et institutions sont touchées par les séances d'information 1 module de formation à la résolution de conflit en milieu scolaire est élaboré 1 atelier de réflexion sur comment associer les hommes à la prévention de la violence.</p>	<p>a. Rapports de l'ONVC sur les progrès réalisés (rapports chaque trimestre) e, rencontres hebdomadaires et participation au comité scientifique de l'Observatoire pour la validation des études et analyses</p> <p>c. protocoles d'entente établis par l'Observatoire pour la collecte et analyse de données</p> <p>c. Ateliers et rencontres organisés par l'ONVC</p> <p>c. participation de l'ONVC dans des</p>	<p>a. copie des rapports envoyés à l'Unité d'Exécution, copie de toutes les analyses et documents produits par l'Observatoire dans le cadre du programme</p> <p>b. Soumission opportune par le Rectorat des rapports et produits d'analyses (i.e. bulletins)</p> <p>c. copie rapports de trimestre de l'ONVC soumis au PC</p> <p>c. invitations du PC pour participer aux ateliers de rencontre</p> <p>c. Coupure de presse sur les activités de l'Observatoire</p>	<p>Le PNUD gère directement l'accord avec le Rectorat de l'UEH concernant l'Observatoire</p> <p>Le PNUD fait partie du comité scientifique et d'orientation de l'Observatoire (pour toute publication)</p> <p>Le PNUD facilite les partenariats avec UNFPA et UNESCO pour leurs activités respectives</p>	<p>R: manipulation politique de données sur la violence</p> <p>A: impact des données sur la violence armées sur les différents secteurs du gouvernement</p> <p>R : difficultés à obtenir les données officielles pour les produire régulièrement</p> <p>A : la mise en place de protocole d'entente et la reconnaissance de l'Observatoire doit améliorer la collecte de données</p> <p>RISQUE EN HAUSSE</p>
--	---	---	--	---	---	---	---	--

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE**

	<p>c. Etablissement d'une plateforme d'échange active avec les acteurs impliqués dans la collecte et la prévention de la violence en Haïti</p> <p>d. Nombre de jeunes hommes et jeunes femmes sensibilisés aux différentes formes de violence</p> <p>e. Nombre de personnes et d'organisations de femmes formées à la méthodologie du Safety Audits</p> <p><i>Le système de collecte de données du MCFDF est renforcé et facilite l'échange d'informations entre MCFDF et ONAVC, Concertation Nationale et IHSI</i></p> <p><i>Un mécanisme de partage de données spécifiques sur la violence basée sur le genre existe entre l'ONVC, la Concertation Nationales, le MCFDF et l'INS</i></p>	<p>l'observatoire a été reconnu comme particulièrement bien placé pour mener à bien cette activité</p>		<p>c. <b>1</b> une plateforme d'échange est active à l'ONAVC Environ cinq réunions ont été réalisées par la plateforme d'échange sur la violence et de la criminalité</p> <p>d. Plus de <b>16,000</b> jeunes hommes et jeunes femmes sensibilisés aux différentes formes de violence</p> <p>-7,000 jeunes hommes et jeunes femmes sensibilisés aux différentes formes de violence par les activités de VDH -9,000 jeunes hommes et jeunes femmes sensibilisés aux différentes formes de violence par les activités de Zanmi Lasanté</p> <p>e. Une dizaine de personnes d'organisations de femmes formées à la méthodologie du Safety Audits dans les communautés cibles à Port-de-Paix</p> <p><i>Des rencontres en ce sens sont coordonnées avec la PNH afin d'institutionnaliser les partenariats. Une assistance technique internationale a été prodiguée également à l'Observatoire afin de créer les mécanismes de collaboration entre les différentes institutions et de renforcer les capacités de l'Observatoire qui demeurent trop faibles.</i></p>	<p>colloques internationaux</p> <p>c. nombre d'utilisateurs du site internet de l'Observatoire</p> <p>d. rencontres des partenaires pour la création d'un mécanisme de coordination</p> <p>e. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation</p>	<p>c. rapport informatique sur le nb d'utilisateurs mensuels et analyse des tendances (dans le rapport du Rectorat au PNUD)</p> <p>d. minutes des réunions des partenaires partagées avec le PC</p> <p>e. copie des fiches et analyse des questionnaires</p>		
--	--	--	--	---	--	--	--	--

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE**

<p>Output 3.2: des politiques et programmes sont ajustés pour refléter des mécanismes de coordination et de prévention de la violence renforcés entre le gouvernement et les communautés locales</p>	<p>a. Nombre de cadres du gouvernement, incluant le MPCE formés en analyse et gestion de conflits</p> <p>b. Les plateformes et mécanismes de prévention de conflits sont institutionnalisés et intégrés dans des activités de développement par le gouvernement et les partenaires internationaux</p>	<p>Les cadres du MPCE et Ministères Sectoriels ne sont traditionnellement pas formés aux techniques de gestion de conflits</p> <p>Il n'existe pas de mécanismes institutionnalisés</p>	<p>Les acteurs du gouvernement sont formés pour gérer des crises politiques ou sociales, connaissent la thématique de la violence en Haïti et sont formés sur les options de politiques publiques</p>	<p>a. <b>NON PERTINENT</b></p> <p>b. <b>NON PERTINENT</b></p>	<p>Evaluation des formateurs par les participants</p>	<p>Questionnaires d'évaluation post-formation</p>	<p>UNDP</p>	<p>R: Instabilité politique résultant du tremblement de terre puis des élections et qui n'a pas encore permis d'identifier les participants adéquats</p> <p>A : la transition politique peut être chaotique mais devrait être assurée dans les premiers mois de 2011, ce qui permettra au programme de travailler au niveau institutionnel tel que prévu</p> <p>A : ce genre de formation peut créer un changement de comportement et sera opportun en 2011, dans le contexte de la transition politique et les enjeux de la reconstruction qu'Haïti va affronter</p>
--	---	--	---	---	---	---	-------------	---

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE**

<p>Output 4.1: le programme conjoint est géré et suivi de façon efficace</p>	<p>a. Nombre de rapports narratifs et financiers soumis à temps au Secrétariat</p> <p>b. Nombre de minutes de réunions du programme conjoint.</p> <p>c. Existence d'une stratégie de communication sur les ODM claire</p> <p>d. Existence d'un tableau de suivi et évaluation sur les indicateurs du programme</p>	<p>Le programme conjoint est constitué d'un NSC, un CPSC Board et d'une Unité d'Exécution pour une durée initiale de deux ans (du 18 décembre 2009 au 17 décembre 2011)</p>	<p>a. Les rapports narratifs et financiers répondent aux standards exigés par les bailleurs et sont acceptés par les bailleurs</p> <p>b. le projet est coordonné et a un impact multisectoriel</p> <p>c. le projet est visible et son lien avec l'atteinte des objectifs du millénaire est reconnu</p> <p>d. le suivi et évaluation du projet est réalisé selon une méthodologie de collecte d'information claire et efficace</p>	<p>a. <b>3</b> rapports narratifs et <b>3</b> rapports financiers sont soumis à temps.</p> <p>b. <b>4</b> minutes de réunion du Board ont été réalisées : janvier 2011, 30 janvier 2012, 18 avril 2012 et 19 septembre 2012.</p> <p>- Plusieurs minutes de réunions disponibles.</p> <p>c. <b>1</b> stratégie de communication sur les OMD (draft).</p> <p>d. <b>1</b> tableau de suivi et de planification actualisé régulièrement</p> <p>- Des rapports hebdomadaires de suivi sont soumis à l'unité d'Exécution</p> <p>- deux évaluations internes réalisées</p>	<p>a. Rapports narratives et financiers</p> <p>b. rencontres régulières du CPSC Board / NSC</p> <p>c. des articles sur le PC sont produits, notamment sur le site du MDG-F</p> <p>d. une matrice de données sur les avancées du programme est actualisée régulièrement</p>	<p>a. Copie des rapports semestriels et rapport final archivée</p> <p>b. Agenda / Présentations/Minutes du Comité National et Comité de Gestion et NSC</p> <p>c. coupures de presse, lien internet d'articles</p> <p>d. fichier Excel géré par l'Officier en Suivi et Evaluation</p>	<p>Toutes les agences partenaires</p>	<p>R: reconstituer une bonne coordination après une année de mise en œuvre à des niveaux d'exécution différents entre les agences</p> <p>A : la constitution de l'Unité augmentera de façon significative la coordination entre agences et permettra d'avancer plus rapidement et avec un impact renforcé</p>
--	--	---	---	---	--	--	---------------------------------------	---

**JOINT PROGRAMME RESULTS FRAMEWORK WITH FINANCIAL INFORMATION-2012**

ACTIVITES	ANNEES			AGENCE ONU	Partenaire de mise en oeuvre	BUDGET PREVU					% delivery rate	
	A1	A2	A3			TOTAL PC	Ajustements budgétaires	COMMITMENTS	MONTANT TOTAL ENGAGE (commitments et dépenses)	dépenses (2010/2011)		dépenses 2012
<b>JP OUTCOME 1 Renforcement des systèmes locaux et des capacités de prévention et de réduction de la violence dans cinq communautés</b>												
Résultat Conjoint 1: Elaboration des plans de prévention de la violence et fourniture d'opportunités socioéconomiques aux jeunes à risque												
Output 1.1. Les structures de gouvernance locales, incluant les représentants des communautés et des autorités locales sont établies et/ou renforcées et des plans de prévention participatifs sont élaborés	1.1.1 Identifier et évaluer les réseaux sociaux existants et les capacités pour la prévention/réduction de la violence au niveau communautaire et diffusion du diagnostic			PNUD	ONAVC/URAMEL	50,000	60,000		47,931	44,700	3,231	80
	1.1.2 appuyer le renforcement des plateformes/mécanismes de coordination entre les autorités locales, la société civile, la police, les cours locales de justice, pour construire un consensus sur les priorités de réduction de la violence			PNUD	ONG/autorités locales/CBOs	80,000	70,000	-	47,389	0.00	47,389	68
	1.1.3 a) sur la base d'une méthodologie commune, appuyer l'analyse des parties prenantes sur les sources et manifestations de la violence, incluant la désagrégation par le genre et l'âge, et mettre en place des études complémentaires			PNUD	ONAVC/ONG/URAMEL	130,000	259,474		185,561	161,697	23,865	72
	1.1.3 b) sur la base d'une enquête de perception dans les camps vulnérables de Port-au-Prince, développer des plans locaux de réduction de la violence avec les parties prenantes incluant les leaders communautaires, la police, les gestionnaires de camps, les commissions de femmes et les autorités locales			PNUD	CIPC/ONAVC	70,000	110,785	-	52,785	52,785	-	48
	1.1.4 Identifier et évaluer les réseaux sociaux existants et les capacités pour la prévention/réduction de la violence au niveau communautaire et diffusion du diagnostic			PNUD	CIPC/ONAVC	180,000	42,000	-	28,000	28,000	-	67
						<b>510,000</b>	<b>542,259</b>	<b>0</b>	<b>361,665</b>	<b>287,181</b>	<b>74,484</b>	
Output 1.2 des groupes à risque qui bénéficient d'opportunités de formation et de soutien technique pour améliorer leurs compétences en matière de formation dans les secteurs productifs	1.2.1 Appui à la réhabilitation des actifs de la communauté au moyen de programmes de haute intensité de main-d'œuvre.			OIM	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de la société civile	2,029,056	1,774,056		1,694,250	1,536,696	157,554	96
	1.2.2 Formation professionnelle aux jeunes dans les secteurs/services nécessaires localement et identifiés dans les études de marché du travail.			OIM	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de la société civile	145,000	400,000	-	123,240	-	123,240	31
	1.2.3 placement au sein d'entreprises du secteur public et privé de jeunes et femmes vulnérables et formés dans les 5 villes cibles du programme conjoint			PNUD	IDEJEN/entreprises locales des secteurs public et privé	390,000	484,030	69,920	413,203	49,215	294,068	71
						<b>2,564,056</b>	<b>2,658,086</b>	<b>69,920</b>	<b>2,230,692</b>	<b>1,585,911</b>	<b>574,861</b>	
<b>Résultat Conjoint 2: Augmentation de l'accès aux services de base pour les femmes et les filles victimes de violence et mobilisation des communautés contre la violence</b>												
Résultat 2.1. Initiatives comprenant des campagnes de sensibilisation, organisation d'activités culturelles et sportives, et études sur les sources de violence communautaire, y compris la VBG, dans les communautés, et fourniture de services aux communautés.	2.1.1a : Appui à la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation contre la violence dans les communautés			PNUD	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de la société civile	200,000	195,355	7,521	160,465	125,355	27,590	78
	2.1.1b : sur la base de l'enquête de perception, appuyer la mise en œuvre de projets communautaires dans les camps vulnérables de Port-au-Prince			PNUD	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de la société civile	300,000	268,325		78,289	68,325	9,964	29
	2.1.2 : créer des espaces de dialogue et de création de confiance entre les communautés, la police et les cours de justice			PNUD	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de la société civile	90,000	35,147	19,305.00	24,932	3,147.22	2,479	16
	2.1.3. Appui aux associations de jeunes pour les engager dans la prévention de la violence à travers des activités culturelles, des centres de loisirs pour les jeunes et des activités sportives.			UNFPA	MISAC/MCFDF/HTD	460,000	318,000	-	122,685	110,910	11,775	39
	2.1.4 Assister les professeurs des écoles fondamentales à comprendre et gérer les manifestations de la violence en Haïti			UNESCO	Ministère de l'Éducation/CNCU	55,000	55,000	15,000	55,000	-	40,000	73
2.1.5 Assister la communauté académique dans la meilleure compréhension des sources de violence au niveau des jeunes			UNESCO	Ministère de l'Éducation/CNCU	60,500	65,500	1,876	64,326	11,777	50,673	95	
						<b>1,165,500</b>	<b>937,327</b>	<b>43,701</b>	<b>505,696</b>	<b>319,514</b>	<b>142,481</b>	
Résultat 2.2. Initiatives comprenant la fourniture de services médicaux et de soins de santé sexuelle et reproductif aux victimes de violence basée sur le genre et renforcement des associations de femmes et campagne de sensibilisation sur la violence basée sur le genre touchées	2.2.1. Renforcement de la fourniture de services médicaux aux victimes de violence basée sur le genre.			UNFPA	MCFDF, Concertation Nationale, organisations de femmes, CBOs	185,000	332,000	-	341,545	44,734	296,811	103
	2.2.2 Amélioration de l'accès aux services de conseils pour les victimes de la violence basée sur le genre.			ONUFEMMES	MCFDF, MSPP, Concertation Nationale contre les violences faites aux femmes, Cbos de femmes	300,000	300,000	0	261,391	180,987.50	80,403.04	78
	2.2.3. Appui aux campagnes de sensibilisation et d'éducation des communautés et des collectivités territoriales sur la violence basée sur le genre et renforcement des capacités des associations de femmes à mener des campagnes.			ONUFEMMES	MCFDF, MSPP, Concertation Nationale contre les violences faites aux femmes, Cbos de femmes	195,000	195,000	0	85,184	51,413.28	33,770.98	44
						<b>680,000</b>	<b>827,000</b>	<b>0.00</b>	<b>688,120</b>	<b>277,134.78</b>	<b>410,985.23</b>	
Output 2.3.1 b. Appuyer les communautés dans le renforcement de la cohésion sociale particulièrement chez les jeunes			UNESCO	radios locales et nationales National Television AH	55,028	60,844	11,385	60,844	-	49,459.00	81	

38,609

109,815.74

OUTPUT 2.3 Campagne nationale pour prévenir la violence contre les femmes et les filles, y compris la VJG, et prc de consultation des radios communautaires et des spots télévisuels et radio nationales et communautaires.	2.3.2 renforcer la compréhension des communautés, et particulièrement chez les jeunes leaders sur les droits citoyens au travers des radios communautaires et des spots télévisuels notamment			UNESCO	SAKS	94,472	84,082		84,082	84,082		100
	2.3.3. Improve information analysis by journalists, especially on thematic related to violence			UNESCO	radios locales et nationales National Television AJH	12,500	12,073	-	12,073	12,073		100
						<b>162,000</b>	<b>156,999</b>	<b>11,385.00</b>	<b>156,999</b>	<b>96,155.28</b>	<b>49,459.00</b>	
<b>JP OUTCOME 2 Capacité du gouvernement national de formuler et de mettre en œuvre des réponses aux causes et dynamiques des crises et de la violence améliorée</b>												
Résultat 3.1. Données empiriques par sexe et analyse sur les facteurs et dynamiques des crises et de la violence en Haïti développées	3.1.1 en partenariat avec l'Observatoire National de la Violence, préparer le mapping des initiatives et institutions impliquées dans la collecte de données et l'analyse des problèmes spécifiques liés à la violence et aux crises			PNUD	ONAVC/URAMEL	20,000	67,507	-	50,006	47,507	2,498	74
	3.1.2 renforcer l'Observatoire National de la Violence pour appuyer les communautés des cinq zones cibles et les camps vulnérables de Port-au-Prince dans leur analyse des causes et conséquences de la violence, et, sur cette base, produire un diagnostic national de la violence			PNUD	ONAVC	200,000	127,384		78,060	19,489	58,571	61
	3.1.3. Renforcement de la capacité des partenaires nationaux concernés de faire des évaluations participatives sur la sécurité afin que les intervenants communautaires identifient quand /où éclate la violence.			ONUFEMMES	ONUFEMMES/ONAVC	10,000	10,000	-	-15,503	395.32	(15,898.65)	
	3.1.4. Appuyer la compréhension et les sources de la violence et de la frustration chez les jeunes			UNESCO	Ministère de l'Éducation Nationale, Université d'État d'Haïti, ONAVC, Universités privées, CBOs, CNCU	65,500	65,500	7,522	19,397	0	11,874.50	18
	3.1.5. Renforcement du partage d'information entre le comité de collecte de données de la Concertation nationale contre les violences faites aux femmes, l'Observatoire National de la Violence, le service des statistiques du ministère à la Condition féminine et l'Institut Haïtien des Statistiques.			UNFPA	ONAVC/Concertation Nationale/Division des Statistiques du MCFDF/ IHSI	20,000	15,000	-	6,750	0	6,750	45
	3.1.6. Appui à l'établissement du réseau de partage des informations et des analyses des institutions concernées y compris des associations de femmes.			PNUD	ONAVC	40,000	40,000	10,730.00	10,730	0	15,106.00	38
	3.1.7 soutenir le développement et la présentation d'analyses de court et moyen termes sur les sources et les dynamiques de crise et de violence, et diffuser cette information aux audiences cibles (ex. gouvernement national, media, partis politiques...)			PNUD	ONAVC	200,000	193,942	16,800	152,104	63,942.42	71,361	70
						<b>555,500</b>	<b>519,333</b>	<b>35,052.00</b>	<b>301,542</b>	<b>131,334.27</b>	<b>150,262.04</b>	
Résultat 3.2. Réajustement des politiques sélectionnées et mise en œuvre de ces politiques afin de renforcer les mécanismes de prévention de la violence et de coordination au sein des communautés locales	3.2.1 renforcer les capacités au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe et d'autres ministères sectoriels, et en consultation avec le Cabinet du Premier Ministre, pour formuler des options de réponses pertinentes pour la prévention de crises et de la violence.			PNUD	PNUD	100,000	25,000	-	0	0	3,182	12.73
	3.2.2 renforcer les mécanismes de coordination et de communication entre les Ministères ainsi qu'entre Port-au-Prince et les provinces afin de renforcer des réponses intégrées dans les 5 zones cibles.			PNUD	PNUD/ONAVC	40,000	20,000	-	0	0	0	0
						<b>140,000.00</b>	<b>45,000.00</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3,182.12</b>	
Output 4.1 : Les réponses conjuguées gérées et suivies de façon efficace	4.1.1 Coordination, administration, reporting et suivi du Programme			PNUD	PNUD	765,000	856,051	151,750	717,628	264,403.07	301,475	66
						<b>765,000</b>	<b>856,051</b>	<b>151,750.00</b>	<b>717,628</b>	<b>264,403.07</b>	<b>301,475.41</b>	
						<b>6,542,056</b>	<b>6,542,055</b>	<b>311,808.14</b>	<b>4,962,343.53</b>	<b>2,961,633.48</b>	<b>1,695,315.53</b>	

This table refers to the cumulative financial progress of the joint programme implementation at the end of the semester. The financial figures from the inception of the

**Definitions on financial categories**

- **Total amount planned for the JP:** Complete allocated budget for the entire duration of the JP.
- **Estimated total amount committed:** This category includes all amount committed and disbursed to date.
- **Estimated total amount disbursed:** this category includes only funds disbursed, that have been spent to date.
- **Estimated % delivery rate:** Funds disbursed over funds transferred to date.

**les chiffres avancés ci-dessus sont approximatifs. Des ajustements sont en cours.**